

# L'AFP en panne ?

## « On assume le risque »



La direction de l'AFP lance l'ère Fabrice Fries avec une multitude de projets (suppression de postes, réforme de la DSI, réorganisation du service commercial, projet de déménagement...), tout en gardant le même discours que la précédente : « *On assume le risque* ».

### La direction a-t-elle le goût du risque ?

Par le passé, cette désinvolture a produit le fiasco financier d'Iris, des litiges sociaux et fiscaux à gogo, un procès SPQN à plusieurs millions d'euros, des réformes successives dans les services techniques qui n'ont fait qu'empirer la situation, etc.

À chaque fois, les syndicats ont alerté, protesté. À chaque fois, la direction a « assumé le risque ». À chaque fois, elle a failli. Et qui a payé la note, au final ? Le personnel, bien sûr. On gèle les salaires, on réorganise de nouveau, on supprime des postes, on réduit le maillage territorial, on « localise » des postes d'expatriés...

À force « d'assumer », la direction envoie l'AFP dans le mur. Est-ce vraiment raisonnable, par exemple, de laisser l'Agence sans technicien veillant sur la bonne livraison des actualités, plusieurs heures par jour ?

Pas de « fake news » ici, mais encore une brillante réorganisation du Service Infrastructures présentée fin mars en CSE et entrée en vigueur au 1er avril : « *La modification des cycles de permanences implique des risques de coupure de service pour les utilisateurs et les clients* ».

Et on ne parle pas d'une petite coupure mais d'un trou de 4 heures (19h-23h tous les jours), faute de techniciens en nombre suffisant pour assurer des permanences 24/7. Et le matin, ce sera un trou supplémentaire de deux heures en semaine et quatre heures le week-end !

Une fois de plus, la mission de l'AFP, chargée de « *donner aux usagers français et étrangers, de façon régulière et sans interruption, une information exacte, impartiale et digne de confiance* », est mise en danger.

### Un plan de transformation inquiétant

Cette réorganisation du Service Infrastructures est juste un avant-goût de la réforme servie par notre PDG (95 suppressions de postes toutes catégories confondues) et de ses conséquences : une détérioration du service rendu.

(/...)

La délégation *SUD* s'emploie à analyser le plan de départs volontaires qui entend « *transformer* » les organisations du travail. Beaucoup de points restent flous, voire inquiétants. Dans certains cas, la direction ne sait toujours pas où précisément elle veut supprimer des postes.

Personne ne sait non plus comment la charge de travail sera répartie pour les collègues restant, même si la suite est facile à deviner :

- soit plus de travail pour le personnel restant, avec la pression et le stress qui va avec,
- soit un travail égal, mais une quantité et/ou une qualité de service à la baisse.

## Un trait de caractère : l'entêtement !

La direction a déjà bâclé ses projets de réorganisation pour aller vite et frapper fort.

Deux exemples :

- **L'éclatement du service Support-Utilisateurs**

(conseils à distance en cas de problème, réparation d'ordinateurs, etc.)

*SUD* avait mis en garde contre l'impossibilité de faire tourner ce service avec beaucoup moins de techniciens. La direction de l'époque avait « assumé », avant de faire appel à des prestataires quelques semaines plus tard.

Inquiète pour la santé des techniciens concernés, la délégation *SUD* avait fait usage de son droit d'alerte. Criant à la manipulation, la direction avait alors balayé notre alerte avec mépris. Depuis, le mal-être au travail s'est encore accru.

- **La réforme du Service commercial**

Les salariés étaient inquiets, les syndicats l'ont dénoncée. Aujourd'hui, l'atmosphère est tellement anxiogène dans ce service que l'inspection du travail a interpellé la direction par écrit lui intimant de prendre des mesures d'urgence.

Le moral du personnel n'est pas au beau fixe, mais il est encore temps de se mobiliser !

*SUD* continue à penser que seul un mouvement social d'ampleur, durable et déterminé, pourra stopper les projets néfastes d'une direction bornée. À nous tous maintenant « *d'assumer* » cette responsabilité pour le bien du personnel et celui d'une Agence qui mérite mieux que ses dirigeants.

Paris, le 8 avril 2019

***SUD*-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)**

